Le Musée national de l'Education : quel avenir pour cette structure à Rouen ?

Le Musée national de l'Education (MNE), situé à Rouen, a été détaché du reste de l'INRP (dissout dans l'ENS de Lyon) et rattaché par décret au CNDP le 1er janvier 2011.

Même si les hypothèses ayant pu être envisagées en 2010 (fermeture ou délocalisation sur Lyon) ne semblent plus d'actualité, l'avenir du MNE rattaché à un réseau SCEREN/CNDP durement touché par la logique de la RGPP reste incertain.

Au fil des moins qui passent, et des errements résultant des politiques gouvernementales, il semble que l'on s'éloigne des projets élaborés depuis le début des années 2000, prévoyant notamment de renforcer les liens entre ce musée et le monde de la recherche afin de répondre aux standards internationaux, et de renforcer la professionnalité et le nombre des agents affectés sur ce site afin de permettre son rayonnement, tant au niveau régional, national qu'international. Afin de permettre également que cette structure puisse être utile à la communauté éducative en assurant un lien entre l'histoire et les questions que se posent les acteurs de l'éducation aujourd'hui.

L'effectif prévu de 36 postes ne fut jamais atteint, mais on est passé de 34 emplois en septembre 2008 à 19 en janvier 2011 ! Apparemment, le MNE/CNDP récupérerait quelques emplois pour parvenir à un effectif théorique de 26 emplois. Un constat s'impose : le compte n'y est pas !

Idem au niveau du Projet scientifique et culturel devait structurer l'activité du MNE : après un « gel » de plusieurs mois du à une décision du directeur de l'INRP, rien de vraiment tangible n'est apparu depuis le 1er janvier.

Le MNE est un musée scientifique national (1) au même titre que la Cité des sciences et de l'industrie, le Musée des arts et métiers, le Muséum national d'histoire naturelle et le Palais de la découverte. Or, force est de constater qu'il ne bénéficie pas du même intérêt de la part du Ministère de l'Education nationale que ses homologues parisiens.

En attendant, ce sont les personnels qui trinquent (procédure d'alerte basée sur la charge mentale en septembre 2010) et le contribuable haut normand qui paye l'addition : plus de 4,5 millions d'Euros (52% du total) versés par le Conseil régional en 2010 pour la nouvelle implantation du « Centre de ressources » de ce musée à Rouen.

Il est grand temps de faire cesser ce gâchis et de donner les moyens nécessaires au fonctionnement de ce musée conservant le patrimoine scolaire le plus important en Europe .

(1) Le MNE est en outre reconnu comme Musée de France